

## Yemen LNG dans la tourmente

**Yemen LNG** exporte depuis novembre 2009 du gaz naturel liquéfié (GNL) à partir de son site de **Balhaf** et ce projet (voir encadré) est souvent considéré comme une très grande réussite technique et commerciale ainsi que comme un bon exemple d'insertion réussie d'un grand projet industriel dans son environnement local et national. Ces appréciations demeurent largement partagées au sein de l'industrie mais la société, dont le principal actionnaire est **Total** (39,62%), fait face depuis peu à de sérieuses difficultés.

Travailler au Yémen n'a jamais été facile, notamment du fait de problèmes de sécurité. Les compagnies pétrolières qui connaissent bien ce pays étaient habituées à gérer un certain nombre de risques mais la situation s'est significativement aggravée dans les dernières années avec la montée en puissance d'**Al Qaïda dans la péninsule arabique** (AQAP), les **printemps arabes** et la chute du régime de l'ancien président Ali Abdullah Saleh, qui avait dirigé le pays d'une main plus que ferme entre 1978 et février 2012 [M. Saleh a présidé la République arabe du Yémen (Yémen du Nord) entre 1978 et 1990 et la République du Yémen (après la réunification entre le Nord et le Sud) entre 1990 et février 2012. Il a quitté le pouvoir en février 2012 face aux nombreuses protestations contre son régime].

Les lecteurs de **Pétrole et Gaz Arabes** (PGA) n'ignorent évidemment pas que les installations de Yemen LNG, notamment le gazoduc reliant la zone de **Marib** – dans laquelle se trouve le bloc **18** qui produit le gaz d'alimentation pour la production du GNL – à l'usine de liquéfaction de Balhaf, ont subi plusieurs sabotages dans les dernières années. Ce qui est plus inquiétant sans doute, c'est que cette usine a fait l'objet par deux fois, au début décembre 2013 (PGA du 1.1.2014, p. 29) et le 31 janvier 2014, d'attaques par des engins explosifs lancés par des roquettes. Dans les deux cas, la production et les exportations de GNL n'ont pas été interrompues mais ces incidents sont préoccupants. Yemen LNG

### Yemen LNG et le projet d'exportation de GNL

Les actionnaires de **Yemen LNG** sont **Total** (39,62%), **Hunt Oil** (Etats-Unis, 17,22%), **Yemen Gas Company** (société nationale, 16,73%), **SK Innovation Co., Ltd.** (Corée du Sud, 9,55%), **Kogas** (6%), **Hyundai Corporation** (Corée du Sud, 5,88%) et **The General Authority for Social Security & Pensions** (Yémen, 5%).

Les contrats de long terme entre Yemen LNG et ses trois clients, **GDF Suez**, la **Korea Gas Corporation** (Kogas) et **Total Gas & Power**, avaient été signés en août 2005. Ils ont été conclus pour une durée de 20 ans et portent sur un volume total de **6,7 millions de tonnes par an**. La première cargaison de GNL avait été exportée le 7 novembre 2009.

L'usine de Balhaf compte deux trains et sa capacité totale de production est de **6,7 millions de tonnes par an** de GNL. Deux réservoirs de stockage, d'une capacité unitaire de **140 000 mètres cubes**, sont également sur le site de Balhaf ainsi que des installations auxiliaires pour la production d'électricité, d'eau dessalée et de vapeur et pour le traitement des déchets. Le site de Balhaf contient aussi les installations portuaires. Des méthaniers d'une capacité allant jusqu'à **205 000 mètres cubes** peuvent être chargés en GNL à Balhaf.

Le projet d'exportation de GNL est le plus gros projet industriel jamais réalisé au Yémen. Son coût d'investissement total est estimé à **\$4,5 milliards**.

a précisé que les mesures de sécurité avaient été renforcées à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine et qu'elle maintenait des contacts étroits avec les autorités yéménites en vue d'assurer la sécurité maximale pour son personnel et ses installations.

Outre ces risques politiques accrus au Yémen, un autre problème, d'une toute autre nature, se pose avec acuité depuis plusieurs mois. Les autorités actuelles – M. Saleh était à la tête de l'Etat quand le projet a démarré en 2005 – ne cachent pas qu'elles ne sont pas du tout satisfaites des prix du GNL yéménite commercialisé sur les marchés étrangers, en particulier en Asie. Tout Etat producteur cherche évidemment à obtenir le prix le plus élevé possible pour son gaz et/ou son pétrole et le Yémen est un pays très pauvre. De plus, les printemps arabes ont été marqués par des exigences de plus grande transparence et par des revendications économiques et sociales renforcées et, ce, d'autant plus que plusieurs régimes répressifs sont tombés, ce qui a ouvert fort logiquement la voie à l'expression beaucoup plus ouverte que par le passé de ces demandes émanant de larges secteurs de la population.

En août dernier, le premier ministre du Yémen, M. Muhammad Basindawa, n'y était pas allé par quatre chemins en appelant à la fin de la "*corruption*" dans la vente par son pays de GNL en **Corée du Sud**. M. Basindawa avait alors souligné que cette "*corruption*" s'était traduite par des pertes pour son pays se chiffrant en centaines de millions de dollars sur les dernières années. Il avait insisté sur le fait que la population yéménite avait un besoin urgent de ces recettes potentielles maintenant et à l'avenir compte tenu de la situation politique interne et qu'elle attendait du gouvernement actuel qu'il combatte et élimine la corruption sous toutes ses formes. Le premier ministre avait également expliqué qu'il espérait que la Corée du Sud comprendrait à quel point l'accord entre les deux pays sur la vente de GNL portait préjudice aux droits du peuple yéménite. M. Basindawa avait invité la Corée du Sud à coopérer avec le Yémen en vue d'ajuster le prix de vente du GNL de Yemen LNG avant la fin 2013 afin que celui-ci soit en ligne avec les prix mondiaux pour ce combustible (PGA du 1.9.2013, p. 42).

A la fin janvier 2014, le gouvernement yéménite de réconciliation nationale a annoncé que le prix du GNL vendu à la **Korea Gas Corporation** passerait de \$3,15 par million de Btu à \$14/MBtu. Il a félicité le comité ministériel qui avait été constitué pour gérer ce dossier et lui a demandé de poursuivre ses efforts en vue d'aboutir à une révision des prix dans le cadre des deux autres contrats à long terme avec **Total Gas & Power** et **GDF Suez**, avec qui des négociations sont en cours. L'objectif est d'obtenir pour le gaz du Yémen des prix comparables à ceux qui sont actuellement en vigueur sur les marchés mondiaux.

Dans ce contexte, et pour répondre à des informations "*incorrectes*" dans les médias et les réseaux sociaux, Yemen LNG a décidé de donner publiquement et de façon détaillée sa propre version sur ces sujets clés. La compagnie a notamment souligné les points suivants :

- Les contrats de vente et d'achat (SPA) signés en 2005 avec Kogas, Total Gas & Power et GDF Suez ont fait l'objet d'un examen approfondi par une commission parlementaire et ont été approuvés par le **ministère du Pétrole et des Ressources minérales** (MOM) et par le gouvernement du Yémen.
- Les **prix** obtenus alors pour le marché coréen étaient comparables, voire plus élevés, que ceux prévus par les contrats conclus entre la Corée du Sud et d'autres fournisseurs à la même époque.
- Les contrats prévoyaient une **indexation** des prix du gaz sur le **Brent**, pour l'accord avec Kogas, et sur le prix du gaz sur le **Henry Hub**, pour les deux autres. Total Gas & Power et GDF Suez visaient à ce moment-là les marchés européen et nord-américain. Ces conditions étaient alors très favorables pour Yemen LNG.

- A partir de 2009, sous l'effet de la montée en puissance de la production de gaz non conventionnels aux Etats-Unis, les prix du gaz sur le Henry Hub se sont effondrés alors qu'ils progressaient très fortement en Asie du fait de la croissance de la demande dans cette région. Cette double évolution était contraire aux prévisions des experts indépendants consultés avant la signature des SPA.
- Suite à ces bouleversements sur les marchés, Yemen LNG a négocié et signé de nouveaux accords avec Total Gas & Power et GDF Suez pour permettre le **détournement de cargaisons de GNL** vers des marchés lucratifs, en particulier l'Asie. Ainsi, en 2013, 80% des cargaisons vendues à Total ont été écoulés en Asie, ce qui a profité à Yemen LNG et au Yémen.
- Des **négociations** ont débuté en juin 2013 avec les trois acheteurs de GNL yéménite et un accord a été conclu avec Kogas en décembre 2013. Ces négociations se poursuivent avec les deux autres clients de Yemen LNG et sont confidentielles.
- Le **coût d'investissement** du projet de Yemen LNG est de **\$4,5 milliards** alors que ceux des projets similaires réalisés à l'époque sont au moins deux fois supérieurs. Les coûts de financement ont été minimisés.
- Sur les 20 prochaines années, les **revenus perçus par l'Etat yéménite** grâce à Yemen LNG sont estimés à **\$60 milliards** environ.

Total avait précédemment indiqué au **PGA** qu'il souhaitait développer sa coopération avec le Yémen sur plusieurs points. L'un d'entre eux concernait l'assistance que pourrait apporter le groupe français pour que le pays obtienne de meilleurs prix pour son GNL dans le respect des contrats existants. Les négociations entre Total, Yemen LNG et le gouvernement s'annoncent donc à fort enjeu et elles seront suivies de très près par le gouvernement yéménite mais aussi par une partie de la société civile de ce pays et par les médias internationaux.

Francis Perrin